



FICHE BURUNDI

Janvier 2023

Direction du développement
et de la coopération DDC

PARTICIPATION CITOYENNE ET PRÉVENTION DES CONFLITS (PCPC)



Séance «Conte et raconte» des leaders communautaires sur la prévention des conflits dans le cadre du Programme PCPC en Commune Butaganzwa.

cières. Ces modes de gouvernance affectent directement la vie des populations, qui enregistrent les indices de développement humain parmi les plus faibles du monde.

Le programme contribuera à l'amélioration de l'interaction et de la redevabilité entre l'administration et la population, afin de créer les conditions-cadre de la participation et de planifier le développement, en tenant compte des besoins exprimés par les citoyens.

Au Burundi, le devoir de redevabilité est principalement exigé des citoyens envers l'Etat, alors que l'Etat exerce un contrôle sur la population sans réel contre-pouvoir. Sur le plan des conflits sociaux, au Burundi, les conflits fonciers occupent plus de 80% des conflits portés devant les tribunaux (statistiques du ministère de la Justice). Le cadre légal maintient des discriminations sur les questions de succession et d'accès des femmes à la propriété. Dès lors, la Coopération suisse a décidé en 2019 de soutenir le Burundi dans sa construction progressive d'une bonne gouvernance. Il est essentiel de préserver ou de créer des espaces de participation citoyenne et de contribuer à prévenir et gérer les conflits récurrents à travers le soutien aux initiatives d'inclusion socio-économique aux processus participatifs au niveau local ainsi que la médiation des conflits fonciers communautaires.

Les deux objectifs globaux

- › Participation citoyenne : contribuer à une meilleure considération des besoins prioritaires de la population. Le programme PCPC contribue à l'amélioration de la participation inclusive dans la formulation, la révision et le monitoring des politiques publiques (y compris les plans et stratégies de développement) et l'interaction avec les autorités étatiques.
- › Prévention et transformation des conflits : contribuer à la réduction des conflits dans les pays de la région des Grands Lacs à travers le renforcement ou la création de mécanismes de prévention et gestion des conflits, la promotion du respect des droits de l'homme et le dialogue inclusif à tous les niveaux ».

Le programme vise à renforcer la cohésion sociale à travers une participation citoyenne accrue des hommes et des femmes et l'optimisation des mécanismes de prévention et de gestion des conflits.

Contexte du programme

La région des Grands Lacs a connu et connaît encore des périodes d'instabilité qui ont ébranlé la cohésion sociale des communautés. Dans les trois pays (Burundi, Rwanda, Est de la RDC), un passé ponctué de conflits intra et intercommunautaires violents a laissé d'importantes séquelles au sein de la population. Les tensions entre les pays freinent les dynamiques positives. Les femmes sont particulièrement touchées par une tradition discriminatoire qui limite leur accès aux ressources, freine leur participation aux processus démocratiques et les expose à des violences en temps de crise.

Malgré tout, cette région partage une identité commune et la volonté des individus de circuler et de faire du commerce avec les voisins. Au niveau légal, ces pays disposent généralement de bons cadres légaux et réglementaires mais un fort décalage s'observe au niveau de la mise en œuvre, faute de volonté politique mais aussi de capacités techniques et finan-





Réunion de « Rendre Compte » entre l'Administration Communale de Mwumba et la population de la Commune (© Projet foncier DDC)



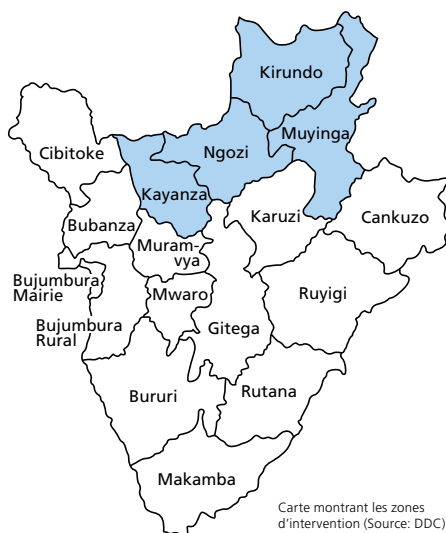
Préparation d'un champs modèle de culture du manioc dans le cadre du Programme PCPC en Commune Tangara.



Visite d'un champ modèle de culture du manioc en Commune Tangara.

Résultats clés des programmes Foncier et Décentralisation

- › Ce nouveau programme se fonde sur les résultats et leçons apprises de ces programmes :
- › Expertise reconnue en matière de résolution et de médiation des conflits fonciers et l'appui à la décentralisation;
- › Le renforcement des capacités de participation des citoyens et celle des autorités pour gérer les processus de développement participatif;
- › Une culture de consultation et de retour d'informations entre la population et les autorités de plus en plus solide;
- › Le renforcement des capacités des femmes à participer davantage aux processus décisionnels locaux; l'existence et la diffusion à grande échelle d'instruments pour une gestion efficace des conflits au niveau communautaire.



Carte montrant les zones d'intervention (Source: DDC)

Nos Partenaires

Les quatre organisations locales suivantes ont d'excellentes capacités pour la mise en œuvre des activités prévues. Les complémentarités et collaborations testées depuis quelques années avec succès entre la DDC et la DPDH seront maintenues et renforcées dans un cadre « Whole of Government Approach » (WOGA).

Le Land and Development Expertise Center (LADEC), un bureau d'expert créé par d'anciens collaborateurs locaux de la DDC. Il est spécialisé dans la gestion des conflits fonciers. Femmes Artisans de Paix International en consortium avec Artisans de Paix Burundi (AdP), est une organisation membre d'Initiatives et Changements International : elle dispose d'un soutien institutionnel solide et complémentaire avec d'autres engagements de la DPDH.

En abordant les questions de participation citoyenne par un angle socioéconomique et de l'entrepreneuriat féminin, l'Association des Femmes d'Affaires du Burundi (AFAB) permet d'aborder des questions de gouvernance et de participation de femmes de manière innovante. Association de Coopération et de Recherche pour le Développement au Burundi (ACORD Burundi) : ses thématiques partagées avec le PCPC sont : (a) la participation citoyenne des populations dans la gouvernance locale et le développement communautaire ; (b) la sécurité alimentaire ; (c) le genre et inclusion sociale.

Pays	Burundi, Rwanda, Est de la RDC
Zones d'intervention en Burundi	Provinces Kayanza et Ngozi avec une extension en terme de besoins économiques, sociaux et sécuritaires sur les provinces de Kirundo et Muyinga.
Durée	Mars 2020–février 2024
Budget Burundi	2'800 000 CHF, pour les Grands Lacs : 9'500'000 CHF
Population cible	Environs 2'000'000 de personnes dont 52% sont des femmes.
Orientation Stratégique	Plan National de Développement du Burundi Axe 13 : La Gouvernance ODD 16 : Paix, Justice et Institutions efficaces ODD 5 : Egalité entre les sexes
Partenaires	ACORD, Femmes Artisans de Paix, AFAB, LADEC

IMPRESSUM

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Division Afrique Subsaharienne
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne

Bureau de la coopération suisse et Agence consulaire
bujumbura@eda.admin.ch
+257 22 24 49 32
www.eda.admin.ch/deza/fr/home/pays/grands-lacs

Photos : © DDC